

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Vincent FELTESSE, domicilié en cette qualité au siège de ladite Communauté Esplanade Charles de Gaulle, 33076 BORDEAUX CEDEX, dûment habilité à cet effet par la délibération n° /2009 du...,

Ci-après dénommée « la CUB »

ET

Le GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX, représenté par sa Directrice Générale, Madame Marie-Luce BOUSSETON, domiciliée en cette qualité, Palais de la Bourse, 3 place Gabriel, 33075 BORDEAUX CEDEX,

Ci-après dénommé « le PORT »

ET

Le groupement momentané d'entreprises constitué par :

- la société JOSEPH PARIS SAS, mandataire du groupement, ayant son siège social au 7 boulevard Koenig 44100 NANTES, représentée par Monsieur Rodolphe CETIN, agissant en qualité de directeur,
- la société FAYAT ENTREPRISE TP SAS, ayant son siège social avenue du Général de Gaulle BP 160 – 33502 LIBOURNE CEDEX, représentée par Monsieur Luc GAUDILLERE, agissant en qualité de directeur.

Ci-après dénommé « le GROUPEMENT »

ET

La Société GTM SUD OUEST TP/GC , représentée par....., domiciliée, en sa qualité de sous-traitant du GROUPEMENT.....

Ci-après dénommée « GTM »

Ci-après désignées ensemble « LES PARTIES »

I. IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

I.1 Par marché n° 07007U, la CUB a confié au groupement d'entreprises JOSEPH PARIS (Mandataire) / FAYAT ENTREPRISE TP la réalisation des travaux de rénovation du pont amont franchissant les écluses des bassins à flots et la création d'une multitubulaire en sous fluvial, situés sur le territoire de la communauté urbaine de Bordeaux.

La gestion des bassins à flot à Bordeaux et leur accès par les écluses relèvent de la compétence du Grand Port Maritime de Bordeaux en tant que gestionnaire du domaine public fluvial.

Le 27 septembre 2007, à l'occasion de ces travaux, un ouvrage provisoire (batardeau) a fait l'objet de désordres importants imposant un arrêt du chantier. Cet ouvrage provisoire avait pour finalité d'assécher les lieux et de permettre ainsi la réalisation de la multitubulaire, ouvrage exécuté en partie par GTM, sous-traitant agréé du groupement.

Le Groupement d'entreprises a donc repris son ouvrage provisoire tout en exposant des frais importants dont il est fondé à demander réparation.

I.2 La CUB et son maître d'œuvre étant dans l'incapacité d'arrêter les causes du sinistre, l'Etablissement communautaire a, par requête enregistrée le 11 octobre 2007 au greffe du Tribunal administratif de Bordeaux, sollicité la désignation d'un expert judiciaire en application des dispositions de l'article R. 532-1 du Code de justice administrative.

Par ordonnance du 31 décembre 2007, le juge des référés a fait droit à cette demande en donnant à l'expert désigné la mission de :

- visiter l'ouvrage provisoire édifié en vue de l'assèchement du site du pont amont franchissant les écluses du bassin à flot, de recueillir tous dires et prendre connaissance de tous documents utiles à la bonne fin de l'expertise ;
- décrire les désordres affectant cet ouvrage et d'en identifier les causes, en précisant si et dans quelle mesure ils sont imputables à une erreur de conception, à une mauvaise gestion des écluses ou à toute autre cause ;
- déterminer et chiffrer les travaux nécessaires pour remédier aux désordres constatés ;
- évaluer les incidences préjudiciables du sinistre pour la CUB, maîtresse d'ouvrage, en termes de coûts directs et indirects ;
- apporter aux parties et au Tribunal tous éléments utiles à la solution, amiable ou contentieuse, du litige contractuel né du sinistre.

I.3 Au terme des opérations d'expertise, l'expert a rendu son rapport qui a été communiqué à l'ensemble des parties par le greffe du Tribunal le 17 octobre 2008.

Il ressort dudit rapport, en ce qui concerne l'imputabilité du sinistre, que :

« La cause du sinistre est bien consécutive à un apport d'eau extérieur autre que la marée ».

I.4 Par suite, et conformément aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux, le groupement d'entreprises a transmis au maître de l'ouvrage le 27 juillet 2009 – dans le cadre de l'établissement du décompte du marché – une réclamation portant sur une demande de rémunération complémentaire correspondant au surcoût provoqué par la remise en l'état du batardeau évaluée à la somme de **287 160.63 €H.T.**

Dans un esprit de conciliation, l'ensemble des Parties est cependant convenu d'engager des pourparlers en vue de parvenir à un accord amiable.

Au terme des discussions engagées entre les Parties, celles-ci ont décidé, conformément à la circulaire du Premier ministre en date du 7 septembre 2009, relative au développement de la transaction pour régler amiablement les conflits, de trouver une solution amiable au litige qui les oppose et ont donc décidé, conformément aux dispositions de l'article 2044 du Code civil, de transiger.

II. IL A ETE EXPRESSEMENT CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

1-1- Le présent protocole a pour objet de mettre fin définitivement au litige entre les Parties exposé dans le préambule, portant d'une part sur le montant de l'indemnité qui doit être accordée au groupement d'entreprises en raison du surcoût provoqué par le sinistre du batardeau et d'autre part, sur les modalités de la réparation du préjudice subi.

1-2- A cet effet, dans un esprit de concessions réciproques, les Parties conviennent que :

- Le PORT accepte de payer au GROUPEMENT la somme de 102 000 € net de taxes ;
- La CUB accepte de payer au GROUPEMENT la somme de 31 000 € net de taxes ;

En conséquence, et sous les conditions figurant tant dans le préambule auquel les Parties entendent conférer valeur contractuelle que dans les dispositions ci-après, le PORT et la CUB s'engagent à payer, à titre transactionnel et définitif, au GROUPEMENT, qui l'accepte, la somme forfaitaire de 133 000 € net de taxes selon la répartition qui vient d'être définie, pour solde de tout compte, en règlement de toutes les conséquences financières découlant du sinistre du batardeau qui s'est produit à l'occasion de l'exécution du marché de travaux de rénovation du pont amont franchissant les écluses des bassins à flots.

Moyennant le règlement de cette somme, le PORT et la CUB se déclarent remplis de leurs droits.

Par suite, le GROUPEMENT et GTM se chargeront dans la mesure du possible par un accord à leur convenance de faire leur affaire de la répartition de cette somme.

ARTICLE 2 : MODALITES DE PAIEMENT

- 2-1- Le mandatement par la CUB de la somme de 31 000 euros net de taxes s'effectuera au plus tard quarante cinq jours à compter de la notification de la transaction au GROUPEMENT et à GTM par la CUB ;
- 2-2- Le paiement par le PORT de la somme de 102 000 euros net de taxes s'effectuera dans le délai de 30 jours à compter de la notification de la transaction par la CUB.

ARTICLE 3 : DESISTEMENTS

En contrepartie du versement des sommes précisées à l'Article 2 du présent protocole, le GROUPEMENT et GTM renoncent définitivement à toutes demandes d'indemnisation de tous préjudices au titre des prestations effectuées pour le compte de la CUB en rapport avec le sinistre en cause.

Les Parties reconnaissent que le règlement effectué au titre de la présente transaction l'est pour solde de tout compte entre elles à quelque titre et pour quelque cause juridique ou financière que ce soit se rapportant au sinistre du batardeau qui s'est produit à l'occasion de l'exécution du marché de travaux de rénovation du pont amont franchissant les écluses des bassins à flots visé au préambule, et qu'elles sont entièrement remplies de leurs droits.

En conséquence, et à compter du règlement des sommes mentionnées aux articles 2-1- et 2-2 ci-dessus, les Parties renoncent, chacune pour ce qui la concerne et de façon irrévocable à saisir quelque juridiction que ce soit de tout recours envers les autres parties et leurs assureurs respectifs, intéressant directement ou indirectement le sinistre du batardeau survenu à l'occasion de l'exécution du marché.

Cela implique d'une part que la CUB, GTM et le GROUPEMENT renoncent définitivement à toute demande d'indemnisation à l'encontre du PORT et de son assureur au titre d'un fait quelconque de ce dernier dans la survenance du sinistre du batardeau.

D'autre part, que le GROUPEMENT, GTM et le PORT renoncent définitivement à toutes demandes d'indemnisation de tous préjudices au titre des prestations effectuées pour le compte de la CUB en rapport avec le sinistre en cause.

ARTICLE 4 : INDIVISIBILITE

Compte tenu des concessions réciproques que les Parties se sont consenties au titre de la présente transaction, les clauses de celle-ci présentent un caractère indivisible.

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente transaction ne vaut pas reconnaissance de responsabilité par ses signataires.

La présente transaction n'entrera en vigueur qu'après visa du contrôle de légalité et fait l'objet d'un affichage au sein de la Communauté urbaine.

La CUB s'engage à accomplir sans délai les formalités de :

- Transmission de la délibération accompagnée du projet de transaction, au contrôle de légalité,
- Signature de la transaction,
- Transmission au contrôle de légalité de la transaction,
- Notification de la transaction au GROUPEMENT, à GTM et au PORT.

ARTICLE 6 : FRAIS

Chaque partie conservera à sa charge tous les frais quelconques et notamment de justice et/ ou de conseils qu'elle a engagés au titre des différentes procédures, de l'expertise et de la négociation transactionnelle du présent protocole.

ARTICLE 7 : LITIGE

Il est convenu de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux pour tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution de la présente transaction.

ARTICLE 8 : LEGITIMITE

Le présent protocole est établi conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil et plus précisément de l'article 2052 du Code Civil, reproduit ci-après in extenso :

« Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion ».

Établi en six exemplaires originaux.

A, le

Le Directeur de la société JOSEPH PARIS SAS

A, le

Pour la CUB
Le Président,
Vincent FELTESSE

A, le

Le représentant de la société GTM

A, le

Le Directeur de la société Fayat entreprise TP SAS

A, le

Pour le PORT
La Directrice générale